



Faut-il administrer ou libéraliser les filières cotonnières africaines : qu'attendent les paysans des structures d'encadrement ?

Dans l'Afrique des temps anciens, le cotonnier était une culture secondaire qui demandait peu de travail au paysan. Depuis qu'il a été érigé en culture commerciale, il est devenu une culture à part entière, c'est-à-dire venant en plus de la culture vivrière, avec de surcroît des impératifs de production qui en font une culture beaucoup plus exigeante que les plantes vivrières et qui rend le paysan largement tributaire d'intervenants extérieurs, de structures d'encadrement, à tous les stades de la filière. Passer en revue ce que le paysan attend, concrètement, de ces structures permettra de mieux comprendre en quels termes se pose le débat qui oppose aujourd'hui les tenants d'une conduite administrée des filières cotonnières africaines et les tenants d'une conduite libéralisée.

A. SCHWARTZ

Sociologue, directeur de recherche à l'Ird, Direction de la coopération scientifique et universitaire et de recherche, ministère des affaires étrangères, 244 boulevard Saint-Germain, 75303 Paris 07SP, France

Note : cet article a fait l'objet d'un exposé lors de la réunion du 27 janvier 1999 de la Coordination pour l'Afrique de demain (Cade).

Référence : SCHWARTZ A., 1999. Faut-il administrer ou libéraliser les filières cotonnières africaine ? Les termes du débat à travers les attentes du paysan vis-à-vis des structures d'encadrement de la culture du coton. La Lettre de la CADE (février 1999) 26 : 2-3.

Précisons que le paysan dont il est question ici est celui des savanes de l'Afrique soudanienne. Il pratique la culture du cotonnier dans le cadre de l'exploitation agricole familiale. Il s'identifie avant tout au paysan des pays africains producteurs de coton de la zone franc, auxquels se réfèrent plus particulièrement les données de ce texte. Mais il est largement représenté aussi dans les pays producteurs de coton de l'Afrique anglophone.

Pratiquer la culture cotonnière sans porter préjudice à la culture vivrière

Une première attente du paysan est relative à l'intégration de la culture cotonnière, culture en plus, dans le système de production qui assure la survie matérielle de son groupe social depuis toujours. Le souci majeur du producteur est, ici, de faire de telle sorte que cette culture



Culture cotonnière à Madagascar. Cirad

ne porte pas préjudice à la culture vivrière. Dans l'Afrique soudanienne, faut-il le rappeler, l'activité agricole est étroitement tributaire des pluies, dont le cycle peut être très irrégulier aussi bien en termes de quantité que de répartition. Le paysan sait que plus il sème tôt plus il a de chances d'avoir une récolte qui arrive à maturité dans de bonnes conditions. Que faut-il alors semer en premier, sachant que la culture mise en terre en second risque d'avoir de moins bons résultats ? Un décalage dans les semis risque d'être

d'autant plus préjudiciable à la seconde que le paysan travaille la terre à la main, c'est-à-dire que son exploitation n'est pas encore mécanisée. On peut réduire ce risque climatique en aidant le producteur à passer à la culture attelée, un labour mécanique étant synonyme de gain de temps et donc d'une durée plus courte séparant la mise en place de l'une et l'autre cultures : cela est réalisable s'il existe une structure de crédit adaptée qui permette l'acquisition d'une charrue et d'une paire de bœufs. On peut aussi mettre à la

disposition du producteur des semences vivrières sélectionnées à cycle plus court que les cultivars traditionnels (donc moins tributaires des caprices pluviométriques) et à rendement plus élevé (donc à potentiel de production supérieur) : cela implique des structures de production de semences et de vulgarisation adaptées. Si la demande en semences issues de variétés sélectionnées n'est pas encore systématique, la demande en culture attelée est aujourd'hui forte dans toutes les zones cotonnières de l'Afrique subsaharienne.

Accéder aux meilleurs intrants aux conditions les plus avantageuses

Une seconde attente du paysan a trait à l'accès aux intrants. Il faut tout d'abord des semences — théoriquement 8 kg/ha mais il faut en prévoir plus compte tenu des resemis. Ces semences doivent être de qualité (non moisies, traitées contre les parasites ou les maladies, éventuellement délintées pour permettre le semis mécanique), d'un coût abordable, accessibles à crédit, livrées au village et issues de variétés adaptées au milieu naturel, à rendement élevé, etc.

Il faut ensuite des engrais : un engrais coton, dont la formulation et la quantité recommandée sont fonction de la nature des sols, la quantité étant le plus généralement de 150 kg/ha ; de l'urée, à raison généralement de 50 kg/ha. Ces engrais pèsent lourd et leur acheminement jusqu'au village n'est pas facile.

Il faut enfin des insecticides, le volume étant fonction de la formule de traitement adoptée. Les variétés modernes de cotonnier sont extrêmement exposées au parasitisme ; sans traitement phytosanitaire systématique, leur rendement est nul. Le

Chargement de coton dans un marché de village. Cameroun. M. Braud





produit qu'attend le paysan doit être adapté à la pression parasitaire dans l'espace géographique concerné, le moins cher possible, disponible à crédit, rendu à destination à temps et d'utilisation aisée. Il doit surtout ne pas être périmé : un produit est en général actif pendant deux ans, au-delà il n'est plus efficace. Mais il faut aussi que le pulvérisateur qui permet l'épandage du produit soit approprié (à chaque type de procédé de traitement correspond un type d'appareil), pas trop cher, accessible à crédit, d'une durée de vie relativement longue pour que le renouvellement ne soit pas une charge financière trop lourde, d'usage simple, économique en piles, qui doivent être elles-mêmes faciles d'accès et pas trop chères. Il faut enfin que le paysan sache à quel moment du cycle du cotonnier procéder aux traitements et de quelle manière les effectuer. Le suivi phytosanitaire est aujourd'hui l'un des problèmes majeurs de la culture cotonnière en Afrique. C'est un sujet qui suscite de nombreuses controverses et sur lequel le paysan attend beaucoup des structures d'encadrement.

La mise au point des intrants, leur acheminement sur le terrain et leur utilisation nécessitent ainsi des intervenants à la fois nombreux et qualifiés, des chercheurs, des banquiers, des commerçants, des transporteurs, des vulgarisateurs, dont la combinaison pertinente des prestations va largement déterminer le volume de la production cotonnière.

Réaliser un revenu net maximum et régulier

Une troisième attente du paysan concerne la commercialisation du coton graine. Cette opération comprend quatre étapes : le conditionnement, la pesée, l'enlèvement du coton, le paiement du producteur. Le conditionnement consiste à classer le coton livré au marché en deux ou trois catégories, selon le niveau de qualité du produit, auxquelles



Stockage du coton graine, Nicaragua. J. Gutknecht

correspond un prix d'achat dégressif. Le paysan attend du conditionneur que son coton soit intégralement classé en premier choix. Un retard dans le processus de commercialisation peut influencer sur le classement et être à l'origine d'une détérioration de la récolte. La pesée doit se faire, pour le producteur, dans la transparence la plus totale : bascule juste, poids enregistré correctement... L'enlèvement du coton doit être rapide, pour libérer notamment le producteur des tâches de surveillance qui lui incombent tant que la

récolte n'a pas quitté le village. Les bœufs en sont friands et peuvent causer des dégâts considérables.

Le paiement de la récolte doit, enfin, suivre de près l'enlèvement, le producteur ayant hâte de toucher la rémunération de plus de six mois de travail. Il se fait sur la base d'un cours au producteur, fixé par les pouvoirs publics avant le commencement de la campagne annuelle. De ce cours, le paysan attend qu'il soit le plus élevé possible, bien sûr, mais surtout qu'il soit régulier d'une

Récolte du coton au Burkina Faso. M. Malère



année sur l'autre, c'est-à-dire qu'il lui permette d'avoir, grâce au coton, un revenu à peu près stable. Le prix des intrants intervient dans ce calcul : un cours du coton en baisse est accepté si le coût des intrants diminue et un cours en hausse est apprécié si celui des intrants n'entraîne pas parallèlement une réduction du revenu de la culture cotonnière. Assurer au paysan un

revenu stable est d'autant plus difficile que le cours mondial du coton est sujet à de très fortes fluctuations. Cela revient inévitablement à poser la question des subventions en cas de conjoncture défavorable, ainsi que celle d'un système permettant la stabilisation du prix d'achat au producteur. Il s'agit là d'un problème fondamental, puisque c'est en fonction du revenu net escompté que le

paysan décidera de continuer ou non à produire du coton. Répondre à l'attente du paysan dans le domaine de la commercialisation de sa production exige donc des intervenants multiples et variés, en particulier des institutions financières solides, mais aussi une grande attention aux stratégies du producteur, dont l'enjeu est tout simplement la survie, d'une année sur l'autre, de la culture cotonnière.

Conclusion

Les attentes du paysan africain à l'égard des structures d'encadrement sont multiples et complexes. Elles demandent des réponses adaptées relevant de domaines techniques variés : l'agronomie, l'économie, la finance, la gestion, la recherche scientifique (génétique, phytopathologie...). Deux solutions extrêmes sont possibles. Soit l'ensemble des opérations exigées pour le bon fonctionnement de la filière est confié à un seul opérateur : c'était jusqu'à présent le cas dans la plupart des pays de la zone franc, avec les sociétés nationales de développement, appuyées le cas échéant par une société d'assistance technique extérieure, du type Compagnie française pour le développement des fibres textiles ; il s'agit alors d'une filière intégrée dans laquelle chaque opération, à chaque stade de la production, est administrée par la société en charge de la culture cotonnière au mieux des intérêts de chacun. Soit l'ensemble des opérations est confié à des opérateurs distincts, indépendants, mis en concurrence pour obtenir le meilleur rapport qualité/prix pour le paysan : c'est la position actuellement défendue par la Banque mondiale, qui, dans le contexte actuel d'ultralibéralisme de l'économie mondiale, souhaite l'évolution des filières cotonnières intégrées, publiques et, sous certains aspects, monopolistiques, vers leur libéralisation et leur privatisation.

Aire villageoise de stockage du coton.
Cirad





Résumé... Abstract... Resumen

A. SCHWARTZ — Faut-il administrer ou libéraliser les filières cotonnières africaines : qu'attendent les paysans des structures d'encadrement ?

La culture cotonnière doit s'intégrer dans le système de production qui assure la survie matérielle familiale. Autrement dit, la mise en place de la culture cotonnière ne doit pas être faite au détriment des vivriers (date de semis par exemple). Le paysan attend des intrants adaptés — semences, engrais, pesticides —, à coût abordable et faciles d'accès. La commercialisation du coton graine doit lui permettre de réaliser un revenu maximal et régulier, mais cela est d'autant plus difficile que le cours mondial du coton est sujet à de très fortes fluctuations. Deux solutions sont envisageables pour répondre le mieux possible aux attentes des producteurs : soit l'ensemble des opérations de la filière est confiée à un seul opérateur — c'est le cas avec les sociétés nationales de développement, soit elles sont confiées à des opérateurs indépendants, mis en concurrence pour obtenir le meilleur rapport qualité/prix pour le paysan.

Mots-clés : coton, stratégie paysanne, économie, Afrique.

A. SCHWARTZ — Should African commodity chains be administered or liberalized: what do farmers expect of supervisory structures?

Cotton growing has to fit into the production system that ensures the material survival of households. In other words, cotton growing should not be established at the expense of food crops (for instance planting dates). Farmers expect easily accessible, affordable and appropriate inputs: seed, fertilizers, pesticides. Cottonseed sales should provide them with an optimum, regular income, but this is particularly difficult given that world cotton prices fluctuate wildly. There are two possible ways of satisfying producer expectations as fully as possible: either handing over all the operations in the commodity chain to a single operator, which is the case with national development companies, or entrusting them to independent operators subject to the laws of competition so as to provide farmers with the best possible value for money.

Keywords: cotton, farmer strategy, economy, Africa

A. SCHWARTZ — ¿Administrar o liberalizar los sectores del algodón en África?, ¿Qué esperan los campesinos?

El cultivo de algodón debe integrarse en un sistema de producción que garantice la subsistencia familiar. Dicho de otro modo, la implantación del cultivo de algodón no debe realizarse en detrimento de los cultivos alimentarios (fecha de siembra por ejemplo). El campesino espera insumos adaptados, semillas, abonos, pesticidas, con un coste abordable y fáciles de acceso. La comercialización del algodón semilla debería permitirle la obtención de una renta alta y regular, pero esto se complica por las importantes fluctuaciones de la cotización mundial del algodón. Se pueden considerar dos soluciones para responder de la forma más adecuada a los deseos de los productores: o se confía a un único operador el conjunto de operaciones del sector (caso de las sociedades nacionales de desarrollo), o bien se confían a operadores independientes poniéndolos en competencia para obtener la mejor relación calidad/precio para el campesino.

Palabras clave: algodón, estrategia campesina, economía, África.